

## Rheinblick Courrier des lecteurs

L'éditorial du Rheinblick du 30 septembre 2025 posait la question de savoir : lorsqu'il s'agit de la survie du dialecte alsacien, s'il est « **vraiment déjà trop tard** » ? Dans sa conclusion, l'auteur estime qu'il « **peut être sauvé si on le parle dès que possible et tous les jours. Alors, allons-y !** » Certes. Mais est-ce suffisant ?

Posons-nous toutefois la question de son évident et regrettable **déclin** d'une part, et celle des conditions nécessaires à sa **revivification** d'autre part.

### Les causes du déclin

Environ 6 000 langues sont parlées dans le monde. Chaque année, près d'une centaine d'entre elles disparaissent. **Disparition de celles** qui n'ont pas d'existence sociale, c'est-à-dire qui ne sont pas pleinement présentes à l'école, dans les médias, dans la culture, dans l'économie et dans la religion. Leur refuser cette existence, c'est **ne pas vouloir** qu'elles vivent et se développent. En tout cas, c'est **les condamner à n'être que peu ou pas utiles**.

Bien sûr, les Alsaciens ont souhaité et accepté la forte progression de la langue française en Alsace, en particulier depuis 1945. Mais inversement, **ils n'ont pas accepté volontairement d'abandonner leur langue maternelle**. Il a fallu toute une série de **contraintes objectives et subjectives** pour y parvenir.

Mentionnons seulement **les forts interdits** imposés en 1945 à l'école, dans les médias et dans la culture à l'encontre de la langue régionale (allemand standard et dialectes alémaniques et franciques d'Alsace). Tout cela a causé **un immense préjudice** à l'identité linguistique alsacienne et constitué **une violence psychologique** à l'égard des Alsaciens et des Alsaciennes. Rien ne justifiait de changer les choses par rapport à la situation d'avant 1940, si ce n'est **la volonté tacite** de poser les jalons d'**un alignement sur le monolinguisme** déjà bien établi ailleurs en France et de mettre fin à l'exception alsacienne<sup>1</sup>.

### Les conditions préalables à un renouveau

La question n'est pas de savoir si les Alsaciens **abandonnent** leur bilinguisme, comme certains **le suggèrent ou le croient**. La question est de savoir **si toutes les conditions** sont réunies pour qu'ils puissent **le vivre** pleinement. **C'est loin d'être le cas**. Aucune langue n'est **autoextinguible**, c'est-à-dire qu'elle disparaîtrait d'elle-même. C'est **leur pratique sociale** qui les fait vivre ou non. L'allemand standard et les dialectes d'Alsace ont-ils bénéficié d'une **existence sociale** pleine et entière au cours des dernières décennies ? Ont-ils trouvé un usage normal à l'école, dans les médias, dans l'administration, dans la culture, dans l'économie, dans les cultes<sup>2</sup>, ou cet usage a-t-il été **réduit, voire nul** ? L'offre linguistique n'était-elle pas **minimale, voire inexistante** ?

---

<sup>1</sup> Pour inciter une population à changer de langue, plusieurs facteurs doivent concourir : la diminution du nombre de locuteurs et des fonctions de la langue dominée, la dévalorisation de sa fonction identitaire et la légitimation de cette politique. Le changement de langue peut se faire par rupture (d'une génération à l'autre) ou de manière continue (par un lent processus d'absorption). Plus ces deux phénomènes se complètent, plus le changement est rapide. C'est le cas en Alsace.

<sup>2</sup> Comme ce fut encore le cas avant 1940 !

Pour que la langue régionale **puisse survivre** dans la société alsacienne, elle doit pouvoir y bénéficier **de l'existence sociale mentionnée ci-dessus**. C'est une **condition sine qua non**. Tout le reste **ne suffit pas**. La société alsacienne a donc une triple tâche à accomplir :

- la définition d'une **stratégie identitaire désinhibée**,
- l'obtention **des libertés nécessaires** pour pouvoir agir sans restriction,
- et enfin la **mise en œuvre**<sup>3</sup>.

Sans la mise en œuvre d'une véritable **politique linguistique globale**, accompagnée d'une **politique de communication** à l'égard du grand public qui mette en avant la **grande efficacité sociale, culturelle et économique** d'un bilinguisme collectif, rien de sérieux et de durable ne pourra être réalisé.

Le principal défi consiste à passer **de l'exiguïté** voulue ou subie à **l'usage généralisée** de la langue régionale. Il y a donc un besoin urgent de l'institutionnaliser au sein des différentes structures de la société alsacienne. Le défi est d'autant plus difficile à relever que **le gouvernement central**, qui détient presque tous les **leviers** pour agir en matière de langues et de cultures en général, et de langues et cultures régionales en particulier, **n'est pas connu pour y être favorable**. C'est une litote.

Dans les circonstances actuelles, les institutions politiques et les associations alsaciennes ne peuvent **agir que de manière marginale**, au risque que leurs actions donnent l'impression que **l'on en fait déjà assez**. Or, ce n'est **pas le cas !** Cela ne peut pas être le cas ! Pour en faire plus et relever véritablement le défi évoqué, elles ne peuvent éviter de « se battre » contre l'État central, **une étape inévitable**, pour obtenir des concessions importantes. **Une véritable responsabilité** vis-à-vis de l'histoire et de l'avenir.

« *Parler aussi souvent que possible, tous les jours* », comme le dit l'auteur de l'éditorial. Bien sûr ! Mais pour cela, il faut encore créer des occasions. Il faut sortir la langue **du confinement** dans le cercle privé de la famille ou des amis et lui accorder **une place à part entière** aux côtés de l'allemand standard et du français dans la société alsacienne, et **se battre ensemble** pour que cela se réalise.

Pierre Klein

---

<sup>3</sup> Il serait déjà opportun de garantir 30 % des existences mentionnées ci-dessus. Ce pourcentage est à la fois le minimum nécessaire pour assurer la survie à court terme et la base utile pour un futur plein emploi.